

L'entretien entre de Gaulle et Khrouchtchev à Rambouillet

Youri DOUBININE

« Les entretiens entre le général de Gaulle et le président N. Khrouchtchev – témoignage de Youri Dobinine, *Espoir* n°109, 1996

L'ambassadeur Youri Doubinine a participé, comme interprète, aux entretiens de Rambouillet lors du voyage de Khrouchtchev en 1960.

Il a écrit ses souvenirs sur la préparation du voyage, son déroulement et les entretiens en tête-à-tête entre Khrouchtchev et de Gaulle, avec la participation d'Aleksei Kossyguine et de Michel Debré.

Le texte, dans une traduction a été préparée par M. Max Heilbronn, a été allégé en vue de la publication de la seule partie qui se rapporte aux entretiens entre les deux chefs d'État. L'ensemble du témoignage de M. Doubinine peut être consulté à la Fondation Charles de Gaulle.

Le 24 mars, à Rambouillet, commence la grande conversation entre Nikita Khrouchtchev et Charles de Gaulle. Ce dernier met au premier plan la principale question sur les rapports entre la France et l'URSS ; il commence avec la longue histoire de la coopération entre les deux pays, et souligne que la France a gardé un souvenir reconnaissant de ce que, en 1875, la Russie l'a sauvée d'un coup venant de la Prusse.

Puis il évoque toutes les collaborations entre les deux pays : Triple Entente, l'alliance lors de la Seconde Guerre mondiale. Longuement et avec gravité, le président français parle de l'indépendance, de la politique de la France aujourd'hui ; il attire l'attention sur le retrait de l'escadre française de la Méditerranée du commandement de l'OTAN, le refus de l'installation des armes atomiques américaines et celui de déployer les fusées en France. Pour Charles de Gaulle, un des éléments clefs de la politique d'indépendance de la France est la possession de l'arme atomique, et le concept de force de frappe. Lors du séjour de Khrouchtchev, la France mettait au point sa deuxième explosion nucléaire ; le Général l'en informa au cours de la conversation du 1er avril ; et il ajouta :

« Je sais que ni les Russes, ni les Américains, ni les Anglais n'éprouvent aucune joie quant aux efforts français dans ce domaine. La France, non plus, n'en est pas très heureuse. Nous, Français, nous ne voulons pas fabriquer d'armes atomiques, mais nous sommes obligés de le faire dans la mesure où cela nous donne une autonomie reconnue parmi les puissances occidentales. Nous voudrions sincèrement parvenir à un accord sur le désarmement pour en finir avec tout cela ».

Conversation subtile : Charles de Gaulle avait su exposer ce que la possession de l'arme nucléaire signifiait pour la France, Khrouchtchev avait trouvé la manière d'exprimer la compréhension de l'Union soviétique, mais il ne pouvait pas ne pas imaginer que la France quitterait l'OTAN.

Au cours de cette conversation du 24 mars, Charles de Gaulle continue d'exposer les objectifs fondamentaux de la politique française. Soudain, il déclare quelque chose de totalement inattendu :

« Pour moi, la présence de la France dans l'OTAN n'est pas éternelle ».

Le visage de Nikita Khrouchtchev n'exprima rien, mais un imperceptible mouvement montra qu'il avait entendu le signal.

« En vérité, se reprend de Gaulle, cela ne signifie pas que la France se retirera bientôt de l'OTAN ».

Depuis longtemps, le président français intriguait le monde avec ses idées d'ordre politico-stratégique. Déjà, en juillet 1958, il avait déclaré :

« Dans le cadre du monde occidental auquel nous appartenons, sans être obligés de nous limiter à lui, nous devons occuper notre propre place, mettre en œuvre notre propre action, pour servir la paix et la sécurité ».

Nikita Khrouchtchev ne posa aucune question précise : la matière était trop délicate. Dans aucune des autres conversations ils ne revinrent là-dessus, ni l'un ni l'autre. Néanmoins, dans un commentaire ultérieur, Khrouchtchev souligna la signification fondamentale de la déclaration de Charles de Gaulle.

Presque six années s'écoulèrent avant que, le 21 février 1966, le Général fasse connaître l'intention de la France de quitter le système intégré de l'OTAN. Remarquons qu'à ce même moment se préparait sa visite officielle en Union soviétique. Deux lignes politiques, ou plus exactement deux aspects de la politique d'indépendance de la France se développent parallèlement. En 1966, les deux dirigeants poursuivaient les conversations de 1960. Charles de Gaulle posa la question de l'amélioration et du développement des rapports entre la France et l'Union soviétique. Les systèmes économiques et sociaux étaient différents, mais il souligna :

« Je pense qu'avec le temps, il y aura de moins en moins de différences entre le socialisme et le capitalisme ».

« Il me semble, poursuivit-il, que, dans l'avenir, dans les États socialistes, on assistera à un grand développement de la liberté et du libéralisme. Les différences entre les deux systèmes ne s'accroîtront pas, mais au contraire s'affaibliront. Rien ne nous empêche, dès à présent, de commencer cette collaboration. Naturellement, il faut agir progressivement, c'est-à-dire qu'il faut commencer par le commencement ».

Khrouchtchev répondit :

« Il nous faut augmenter le nombre de rencontres, non seulement entre dirigeants, mais encore entre simples citoyens des deux nations. Alors, les peuples d'Union soviétique et de France se comprendront mieux l'un et l'autre ».

L'Algérie est alors un point sensible : la France est plongée dans un conflit avec le peuple algérien, le sang coule, le poids de ce problème complique ses relations avec les autres nations, paralyse sa liberté d'action.

Le général de Gaulle avait essayé de ne pas écarter ce problème, lors de la préparation du voyage de Khrouchtchev. L'itinéraire prévoyait de s'arrêter dans la région de Hassi-Messaoud : là, au centre du Sahara algérien, les Français poursuivaient l'exploitation à grande échelle de gisements de pétrole.

« C'est dans l'intention de faire connaître les réalisations françaises » avait-on insinué, en guise d'explication, à nos représentants au Quai d'Orsay.

« Nous supposons que Nikita Khrouchtchev voudra voir comment nous obtenons du gaz en Aquitaine, comment nous récoltons du maïs en Provence ».

À Moscou, on avait refusé ce détour au-dessus de la mer Méditerranée. Le gouvernement soviétique se conduisait, dans le problème algérien, avec circonspection, faisant son possible, dans ses rapports avec Paris, pour ne pas évoquer l'influence négative de cette guerre ; mais soutenir la politique française dans ses rapports avec l'Algérie, Moscou ne le pouvait pas, pour des raisons idéologiques. Paris avait insisté ; peu avant le voyage, l'ambassadeur de France à Moscou, Maurice Dejean, avait été reçu en audience par Nikita Khrouchtchev. J'y avais assisté en qualité d'interprète : l'ambassadeur avait dirigé la conversation vers le programme de la visite, plus précisément sur Hassi-Messaoud, ce qui signifiait bien qu'il s'agissait d'un sujet de la plus haute importance.

Nikita Khrouchtchev écouta, puis, au lieu de répondre, il posa une question :
« La France est-elle prête à reconnaître la République démocratique allemande ? »

Maurice Dejean sourit, et il ne fut pas plus question d'Hassi-Messaoud ! Le temps n'était pas encore venu pour Paris de reconnaître la RDA, il était déjà trop tard pour que le dirigeant soviétique visite les départements algériens de la France.

À Rambouillet, Charles de Gaulle souleva la question – en réalité, une question beaucoup plus large : celle de la transformation de l'Empire français, au cours de la conversation du 1er avril, après le voyage de Khrouchtchev à travers le pays. Le président français expliqua que la Seconde Guerre mondiale avait provoqué de profonds changements dans la vie des peuples, éveillant un vif désir de liberté et d'accession à l'indépendance chez les peuples africains.

« Nous ne sommes pas du tout contre cette tendance, affirma-t-il. De plus, nous sommes prêts à la soutenir, mais à la condition que ce développement ne se fasse pas contre nous, et qu'il se fasse, dans la mesure du possible, avec notre assistance. Nous ne voulons pas rompre nos rapports avec les pays qui s'efforcent d'obtenir leur indépendance, nous ne voulons pas rejeter ces pays ni les laisser sans aide. C'est exactement pour cela que nous avons entrepris l'Union française, c'est-à-dire l'union de la France avec l'ensemble des États africains, qui, progressivement, comme Madagascar, se rendent indépendants, mais continueront à collaborer avec nous ».

« Évidemment, toute cette évolution ne se fait pas de manière idyllique comme on pouvait le prévoir, reconnut le président français ; il y a de fortes secousses, mais je veux souligner que la France s'est engagée dans une nouvelle voie et qu'elle n'en variera pas ».

Revenant ensuite à la question algérienne, il présenta le problème comme si, dans une certaine mesure, il le faisait exclusivement pour son hôte :

« Nous n'aimons pas parler de ce problème avec des étrangers, expliqua-t-il. La question algérienne, c'est l'affaire de la France et des Algériens. Mais, attirant votre attention sur l'état des choses dans le monde, et me fondant sur les relations entre nos États, qui, j'espère, s'amélioreront et se développeront, je voudrais en parler sincèrement avec vous. »

Charles de Gaulle déclara que, en Algérie, sous diverses formes, se poursuivait, quoique plus faiblement, une « insurrection ». Ce terme d'« insurrection » fut répété plusieurs fois au cours de la conversation.

« Des insurrections, là-bas, il y en eut beaucoup, mais celle-ci a pris un caractère durable. Aussi, je considère indispensable de créer en Algérie, pour l'avenir, un nouveau destin. C'est pourquoi, si les insurgés peuvent parvenir à un accord avec nous sur l'arrêt des combats, les habitants de l'Algérie décideront eux-mêmes de leur avenir ».

Puis le Général exposa trois possibilités qui, selon lui, résoudreaient le problème : séparation de l'Algérie de la France ; assimilation complète – les Algériens recevant les mêmes droits que tous les Français ; association avec l'existence, à Alger, d'un gouvernement propre, et collaboration dans de nombreux domaines d'activité pour lesquels on peut espérer un profit pour les deux nations.

D'après de Gaulle, la France était prête à se déclarer d'accord avec n'importe laquelle de ces propositions.

Ensuite, il fit remarquer qu'il y avait deux voies pour tout régler. La première consistait en un total écrasement de l'insurrection, et il était probable que ce serait un succès ; la seconde visait à accorder aux Algériens le droit d'un libre choix de leur futur destin. La France avait choisi celle-ci :

« Je compte personnellement, dit-il, qu'à la fin, une forme d'association de l'Algérie avec la France sera choisie ».

Cette conclusion du président avait pour objet de renforcer l'idée qu'il se faisait de l'histoire de l'Algérie.

«En Algérie, il n'y a jamais eu d'État. En Algérie, je dirais, existait une multitude d'individus ».

Comme on le sait, Charles de Gaulle était un maître pour les définitions courtes et claires. Il en résultait qu'il omettait l'idée d'indépendance – ce qui, cependant, pouvait exactement refléter la réalité.

« Ainsi, poursuivit-il, dans ce pays, il n'y a pas de cadres locaux. La situation se complique du fait que, sur le territoire, depuis longtemps vivent un million de Français ».

Oui, c'était vraiment ainsi, et c'était le plus important des problèmes.

« Si la France quitte l'Algérie, continua-t-il, le chaos s'établira ».

Comme beaucoup de Français, le président lui-même le croyait.

« Naturellement, précisa-t-il comme pour équilibrer son propos, je ne veux pas dire que ce pays est incapable dans tous les domaines. Un jour peut-être, d'ici à 25 ans, il pourra s'organiser. Mais pas maintenant. Aussi le départ de la France d'Algérie peut-il transformer ce pays en pomme de discorde entre l'Est et l'Ouest, et je n'exclus pas la possibilité de l'éclatement d'une guerre entre l'Est et l'Ouest au sujet de l'Algérie ».

Par cet argument, il espérait influencer le dirigeant soviétique, ce qui paraissait difficile. Et pour conclure, il précisa :

« Je voudrais vous dire, au sujet de tout cela, que vous savez ce que nous pensons au sujet de la question algérienne ».

Khroutchev n'insista pas. Avec précaution, l'Union soviétique avait proposé, quelque temps auparavant, d'aider à un règlement, sans écho à Paris. Les divergences étaient encore plus grandes, et les Soviétiques ne voulaient pas risquer d'empêcher l'amélioration des relations avec la France.

« Je vous remercie, dit-il, pour la franchise de votre exposé. Nous comprenons votre position. »

Cela était le maximum de ce qui pouvait être dit, il n'était pas question d'aller plus loin. Mais de Gaulle essaya d'obtenir quelque chose de plus ; il poursuivit la conversation, déclarant qu'en France, tous ne pensaient pas comme lui, mais lui, le chef de l'État, exprimait la

position officielle. Qui avait-il en vue quand il parlait de la différence des points de vue sur cette question : les communistes, lesquels stigmatisaient la guerre en Algérie comme une aventure coloniale ? Ou bien l'extrême droite, qui n'imaginait pas l'Algérie autrement que française ? Il ne précisa pas ; visiblement, les uns et les autres, mais probablement davantage les premiers.

La conversation se prolongea.

« Vraisemblablement, vous avez remarqué quelle est notre position sur la question algérienne, dit Khrouchtchev ; après que la situation en Algérie s'est dégradée et que cette nation a commencé la guerre, nous nous sommes tenus dans une position très réservée, afin de ne pas compliquer la situation de la France et de lui donner la possibilité de venir à bout des difficultés qu'elle éprouve pour régler la question algérienne ».

Il poursuivit :

« Nous comprenons que si la France est évincée de l'Algérie, sa place sera prise par l'un ou l'autre de vos alliés. Nous devons en parler franchement. Nous préférons que la France parvienne à la liquidation de la guerre en Algérie et établisse ses relations avec ce pays sur une nouvelle base. De plus, je voudrais souligner que nous avons sympathisé et que nous sympathiserons avec tous les peuples qui s'efforcent de parvenir à l'indépendance. Cependant, selon nous, le moment le plus favorable pour le règlement de la question algérienne est passé. Visiblement, cette politique indécise est due à l'instabilité gouvernementale en France. Du coup, la guerre en Algérie est devenue plus sanglante et elle traîne en longueur. Tout cela fait que, chaque jour, la solution de la question se complique et que la France en souffre davantage ».

Les divergences devenaient plus visibles.

Le Général déclara qu'il n'était pas d'accord sur le fait que la situation de l'Algérie devenait de plus en plus difficile, ni que la guerre devenait plus sanglante :

« Ce que l'on dit à ce sujet n'est pas du tout exact. Au contraire, l'étendue des actions de guerre diminue. Mais, évidemment, cela ne règle pas la question politique ».

Khrouchtchev s'efforça de comprendre ce que de Gaulle avait en vue, en mentionnant une solution politique.

« Nous avons déclaré à ce sujet, et publiquement, dit-il, que nous étions satisfaits de votre déclaration du 16 septembre 1959 relative aux droits du peuple algérien à la libre détermination de son destin. Cette déclaration peut servir de base pour la liquidation de l'état de guerre et pour le règlement des questions intéressant la France et l'Algérie. »

« Vous savez que nous voulions apporter notre collaboration à la résolution de ces questions, et que nous avons proposé nos services pour faciliter, à la France et à l'Algérie, la recherche d'une solution. Je peux dire que le gouvernement algérien a essayé, notamment quelques jours avant mon départ pour la France, d'obtenir notre collaboration dans le règlement de la question algérienne. Ceci est un nouvel élément : acceptez des bons offices, si vous le voulez ».

Nikita Khrouchtchev se tut. La réaction de Charles de Gaulle s'ensuivit :

« Il m'est désagréable de vous entendre dire qu'il y a une question algérienne, une question entre la France et Alger, dit-il, et qu'il y a une guerre qui aurait lieu entre la France et l'Algérie. En réalité, c'est une question qui existe entre la France et une fraction connue

d'Algériens. Il n'y a pas de gouvernement algérien : il y a un groupe de gens qui se fait passer pour un gouvernement algérien. Mais la France ne les reconnaît pas comme tel ».

« Je comprends, répondit Nikita Khrouchtchev, votre position. Néanmoins, selon nous, il est indispensable de considérer le véritable état des choses : en Algérie, il y a la guerre, ou ce que l'on appelle un combat ; cependant, ce combat se déroule les armes à la main, ce qui signifie une guerre. Nous sommes mal informés de la situation en Algérie, néanmoins, en jugeant d'après la presse, le gouvernement algérien, comme il se nomme lui-même, dirige ceux qui luttent contre la France ».

La conversation se poursuivit aussi nettement, bien que Khrouchtchev s'efforçât d'adoucir la présentation de sa position.

« J'ai compris, poursuivit-il, que tous les Algériens ne soutiennent pas le gouvernement dans le combat contre la France. Je tiens également compte du fait qu'en Algérie vivent plus d'un million de Français. Néanmoins, il convient de prendre en compte le fait que, depuis six années, les actions militaires n'ont pas cessé en Algérie. Nous sommes informés que le gouvernement algérien envoie des représentants pour établir des contacts avec le gouvernement français et, simultanément, pour chercher à régler la question algérienne. Mais, comme nous le savons, les Français ont refusé de conduire des négociations en indiquant que ce ne serait possible qu'après un cessez-le-feu ».

Ensuite, il souligna qu'il n'était pas question, à quelque degré que ce fut, de porter préjudice à la Communauté française.

« J'ai déclaré que la direction algérienne pouvait venir et conduire librement des négociations avec nous. Mais ils ne sont pas venus. Ils veulent que je les reconnaisse en qualité de gouvernement en Algérie, et que je mène avec eux des pourparlers sur l'avenir de l'Algérie : ceci est impossible parce que cela contredit les principes d'autodétermination. La question de l'avenir de l'Algérie doit être réglée avec toute la population algérienne ; pour cela, il faut commencer par cesser le feu ».

La position de Charles de Gaulle était claire ; Nikita Khrouchtchev pensa inutile d'insister :

« Je comprends votre position, répéta-t-il. Néanmoins, je me trouve dans une situation difficile. Je parle avec vous en tant que particulier, je ne représente personne ; comme vous le savez, nous n'avons pas reconnu le gouvernement algérien. De temps en temps, des membres isolés du gouvernement rendent visite à l'ambassade soviétique des pays où ils se trouvent : c'est ainsi que nous détenons des informations sur les activités du gouvernement algérien ».

Le général de Gaulle fit remarquer qu'il n'avait pas voulu discuter avec lui de la question algérienne.

« Je voulais vous exposer mon point de vue. Je ne vous demande rien ».

Khrouchtchev voulut faire le point sur les questions évoquées : sur cette question, il constata que, visiblement, Charles de Gaulle et lui souhaitaient une solution pour des raisons différentes, mais que cela prendrait du temps.

À la deuxième partie de la conversation de ce même jour vinrent se joindre le Premier ministre, Michel Debré, et Alekseï Kossyguine.

La conversation porta sur le thème beaucoup plus large des relations de l'Europe – en particulier de la France et de l'Union soviétique – avec le monde arabe et à l'ensemble des

pays sous-développés. Les interlocuteurs distinguèrent rapidement deux aspects du problème : l'aide économique et la fourniture d'armements.

Nikita Khrouchtchev proposa une aide économique coordonnée, pour laquelle on disposerait d'un certain pourcentage du compte du désarmement – si un tel accord pouvait être obtenu. Il proposa aussi d'évoquer l'interdiction de vente d'armes à tous les pays qui n'en fabriquaient pas, pour rendre possible la détente internationale.

Cette convention devrait être obligatoire pour tous les pays appartenant aux deux blocs. Charles de Gaulle se déclara entièrement d'accord. Cependant, compte tenu de la situation internationale, cela n'était pas évident : mais le fait même de constater la coïncidence des conclusions entre deux grandes puissances de chaque bloc avait une grande signification. Il pensait qu'il conviendrait de faire examiner ces questions lors de la réunion des Quatre prévue, ce qui supposait que l'Union soviétique et la France puissent exprimer des positions proches et, si possible, communes.

« Nous devons tous agir pour aider les pays sous-développés » dit-il en faisant allusion à l'important développement des puissances du monde. « Mais, jusqu'à présent, nous avons tous utilisé cette aide les uns contre les autres. Il serait bon d'organiser un début de coopération dans ce domaine. On pourrait choisir n'importe quelle région, par exemple, la région du Nil, pour assurer son développement par nos efforts communs. Ou bien encore, choisir n'importe quel problème, par exemple un combat, dans un ensemble de pays, contre une certaine maladie. Si l'Ouest et l'Est s'unissaient pour régler ce type de problèmes concrets, ce serait le début d'une communauté d'action. »

Nikita Khrouchtchev se déclara d'accord, affirmant que le gouvernement soviétique accepterait de participer à de telles mesures.

La conversation se termina sur une note positive.

Le Général évoqua l'importante question des rapports avec la République populaire de Chine ; reconnaissant qu'il connaissait mal ce pays, il demanda à son hôte de lui faire part de ses impressions sur le développement de ce pays et son avenir.

Khrouchtchev nota que la République populaire de Chine se développait rapidement, notamment avec l'aide considérable de l'Union soviétique.

Chez de Gaulle, un certain souci est perceptible sur les buts de ce développement, sur le rôle que jouera la Chine sur le plan international, lorsqu'elle sera une grande puissance ; il expose à Khrouchtchev les craintes de quelques pays africains, par exemple Madagascar, en ce qui concerne la Chine : selon eux, l'Afrique est un continent sous-peuplé et la Chine peut y déverser ses excédents de population.

Pour Khrouchtchev, la Chine se développera simultanément avec les autres pays. Dans les pays occidentaux, on dit que c'est une nation surpeuplée et que sa population s'accroît rapidement ; - certes, cela lui crée des difficultés, mais il existe d'énormes potentialités pour l'augmentation de la production alimentaire. Les craintes des pays africains résultent d'une mauvaise connaissance de la Chine, donc du développement des communautés et de la production agricole.

Plus tard, il met l'accent sur le fait que la normalisation des relations entre la Chine et les

nations occidentales traîne en longueur, celles-ci ne reconnaissant pas celle-là : elles n'en éprouvent elles-mêmes aucun dommage parce qu'elles ne la connaissent pas. À l'heure actuelle, il est de plus en plus certain qu'il est impossible d'y échapper. Il avait été décidé que les conversations du 1er avril seraient consacrées à la question allemande : Nikita Khrouchtchev estimait qu'il était important de résoudre ce problème, qui constituait son plus grand souci.

Il analysa en détail la position du chancelier Konrad Adenauer.

« L'objectif du chancelier, dit-il, est de régler la question allemande par la réunification des deux États allemands. Je ne veux pas, ni discuter sur les causes qui ont présidé à la création de deux États allemands, un État socialiste et un État capitaliste, ni pourquoi ils subsistent. Mais, il y a, de fait, deux systèmes sociaux différents. Et quand on invoque la réunification de la RDA et de la RFA, cela signifie la reconnaissance d'un seul système, donc l'absorption d'un État allemand par l'autre. Il est impossible de mettre ces deux systèmes en accord : la RDA propose de réunir une conférence des deux États allemands, au cours de laquelle chacun garderait sa structure sociale. »

« Nous n'y verrions pas d'inconvénient si le peuple allemand s'entendait sur son identité de façon réaliste. Mais, actuellement, il n'y a pas de conditions objectives acceptables, Konrad Adenauer ne voulant pas reconnaître que l'existence de la RDA est un fait ».

Puis Khrouchtchev expose une idée importante :

« Nous voudrions signer un traité de paix avec la RFA et la RDA, qu'il soit reconnu par nos anciens alliés et qu'il ait le même effet sur leur alliée actuelle, l'Allemagne de l'Ouest. Si, pour une raison ou pour une autre, on n'y parvient pas, nous voudrions que la France nous comprenne bien quand nous signerons un traité de paix uniquement avec la RDA ».

La position de l'Union soviétique est bien connue. L'ayant répétée, Nikita Khrouchtchev propose une résolution provisoire de la question allemande avec le président français.

« Aujourd'hui, dans l'atmosphère de tension entre l'Est et l'Ouest, dit-il, il est difficile d'établir des négociations sur la signature d'un traité de paix, les puissances occidentales n'y consentiront pas. Mais il faudrait examiner la possibilité de la conclusion d'un accord provisoire sur Berlin-Ouest, remplaçant le régime d'occupation par une nouvelle base correspondant aux nouvelles conditions du régime ».

Il y aurait lieu de régler la question du statut de Berlin-Ouest, de façon qu'il ne subsiste aucune possibilité d'activités subversives qui aient des répercussions sur les relations internationales. Peut-être convient-il de diminuer les troupes d'occupation, ne serait-ce que symboliquement, d'autant plus qu'elles n'ont eu elles-mêmes aucun caractère militaire. Nikita Khrouchtchev précisa qu'un tel accord pourrait n'être qu'une étape, d'une durée de deux années. En même temps, il pourrait être recommandé aux deux États allemands de chercher un moyen de conclure un traité qui réglerait la question, soit par la réunification, soit par la reconnaissance – sinon de jure, du moins de facto – de la réalité de leur existence. Si, après ces deux années, aucun accord sur ladite question n'était réalisé, il conviendrait alors de laisser au peuple allemand le soin de la régler définitivement dans son intégralité. Selon lui, la meilleure solution est la conclusion d'un traité entre les deux États. Cependant, si nos anciens alliés de l'Allemagne de l'Ouest refusaient de signer un traité avec la RDA, l'URSS conclurait un traité de paix avec celle-ci. Selon toute probabilité suivraient les autres États ayant combattu l'Allemagne, par exemple la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie ; les puissances occidentales pourraient s'y joindre également, si elles le voulaient.

Ainsi, non sans quelque pression, Khrouchtchev souligne son désir de collaborer avec les anciens alliés pour le statut de ville libre de Berlin-Ouest, en prenant toutes les garanties indispensables.

« Un traité de paix, dit-il, mettrait fin à l'état de guerre. Vous pouvez dire (on le dit déjà) qu'il n'y a pas de guerre et qu'il n'est pas utile de soulever cette question. Mais là, visiblement, il y a divergence d'intérêts entre l'Ouest et l'Est. Les puissances occidentales ont déjà réglé tous les litiges concernant l'Allemagne de l'Ouest. Avec la RDA, tout n'est pas réglé : en premier lieu, il y a le problème de Berlin-Ouest, où les puissances occidentales continuent à maintenir leurs troupes, en se fondant sur les accords de Potsdam issus de la guerre ; en second lieu, le problème de la légitimation des frontières de l'Allemagne. »

Selon ces accords, les alliés avaient décidé de ne pas autoriser l'Allemagne à établir d'industries qui pourraient constituer une menace. Or, les anciens alliés nous ont privés de la possibilité d'exercer une influence sur l'Allemagne de l'Ouest ; de plus, ils l'ont aidée à se réarmer, et ce réarmement est dirigé contre nous. En conséquence, les puissances occidentales elles-mêmes ont brisé les accords de Postdam. Elles ne veulent les utiliser que pour maintenir leurs troupes à Berlin-Ouest. En signant un traité de paix sur Berlin, les puissances occidentales, nos anciens alliés, mettraient ainsi fin juridiquement à l'état de guerre. Un traité de paix conclu avec la RDA engloberait tout son territoire, notamment Berlin-Ouest. Si les puissances occidentales ne consentent pas à conclure cet accord avec nous, nous déclarerons unilatéralement Berlin-Ouest ville libre. Nous n'avons pas l'intention de l'absorber.

« En ce qui concerne la question des frontières, rien ne sera pratiquement changé. Cependant, le traité de paix renforce ce qui existe juridiquement : le statu quo sera ainsi renforcé. »

Nikita Khrouchtchev s'adressa à Charles de Gaulle pour lui demander de comprendre sa position. Il souligna que l'Union soviétique entendait ne rien faire qui fasse du tort à la France, aux États-Unis ou à l'Angleterre.

« Nous voulons sincèrement tirer un trait final sur l'état de guerre, car nous sommes certains que cela améliorera la situation en Europe et dans le monde entier. Je vous demande encore, ainsi qu'à vos alliés, si nous ne parvenons pas à un accord, de ne pas considérer, par exemple, que les Russes se préparent à aggraver la situation internationale et les relations entre l'Est et l'Ouest. »

Ce fut le tour du Général : après son retour au pouvoir en 1958, il rechercha la réconciliation avec l'Allemagne de l'Ouest. Il était en contact avec Konrad Adenauer (ce qui influa beaucoup sur l'initiative de Khrouchtchev quant à la question allemande). Il convient de ne pas oublier que de Gaulle n'était pas enclin à prendre une décision sous la pression. Au milieu du mois de décembre 1959, quand le principe d'une rencontre au sommet était déjà acquis, des conversations entre de Gaulle, Adenauer et MacMillan se déroulèrent à Paris ; cependant, Adenauer n'y participa que de temps à autre. Il fut question d'établir un projet de rencontres au sommet. La position d'Eisenhower et celle de MacMillan sur la question allemande furent considérées par de Gaulle comme « très indécises » ; il écrivit plus tard :

« En ce qui concerne Berlin, les deux trouveront un compromis. »

Une conversation sincère sur ce problème eut lieu à Paris sans Adenauer. Néanmoins, le chancelier connaissait la position des dirigeants américain et britannique. Il était inquiet, et au cours de ses conversations avec de Gaulle, il le conjura de ne pas remettre en question sa

position. Charles de Gaulle souhaitait le statu quo et s'exprima pour un soutien ferme et officiel à Konrad Adenauer.

Cependant, la politique, comme c'est la règle, comporte au total une infinité de nuances. Charles de Gaulle remercia le dirigeant soviétique pour l'exposé qu'il avait fait tranquillement, sans aucune hostilité à l'égard des nations occidentales, soulignant que c'était un élément important. Ensuite, il demanda s'il avait bien compris qu'en l'absence de traité de paix avec la République d'Allemagne de l'Est, les droits des alliés à Berlin-Ouest cesseraient automatiquement d'être reconnus.

Nikita Khrouchtchev répondit affirmativement, précisant que la cessation de l'état de guerre sur tout le territoire de la RDA mettrait fin au régime d'occupation.

« Considérez-vous, continue de Gaulle, que Berlin-Ouest doit être une fraction de la RDA... »

« Non, répond Khrouchtchev. »

« Si un traité est conclu avec l'Allemagne de l'Est, alors vraisemblablement surgira une question absolument nouvelle, celle d'un nouveau statut ? »

« Nouveau. Il devra inclure le statut de Berlin-Ouest comme ville libre, avec les garanties nécessaires de la part des grandes puissances et de l'ONU. »

« Et cette ville libre ne peut pas appartenir à la RFA ? »

« Évidemment. L'appartenance de la ville libre à la RFA modifierait l'Allemagne de l'Ouest comme si elle avait, au cœur de la RDA, son propre territoire. Aussi le chancelier Adenauer s'y oppose. Mais la ville libre aurait des liens avec l'Allemagne de l'Ouest et les autres nations ».

Charles de Gaulle dit que les puissances occidentales n'avaient pas les moyens de s'opposer à la conclusion d'un traité entre l'Union soviétique et l'Allemagne de l'Est ; elles ne voulaient pas créer de sources de conflits – c'est ce que pensait la France. Mais cela ne signifiait nullement que les puissances occidentales approuvaient un tel acte, ou qu'elles y adhéraient.

« Si l'Union soviétique, ayant signé un traité avec l'Allemagne de l'Est, dit qu'à partir de ce moment les alliés ne peuvent pas rester à Berlin-Ouest alors je ne pense pas que nous serons d'accord sur ce point, ni vraisemblablement nos alliés ».

Puis le Général développa une idée qui, selon lui, devrait présenter un intérêt pour son interlocuteur :

« Les puissances occidentales n'ont pas l'intention d'utiliser leur situation pour des actions hostiles à l'Union soviétique. Accompagnées de conditions bien établies, elles pourraient s'engager dans une réduction de leurs troupes à Berlin-Ouest afin de montrer leurs bonnes intentions, et, de toute façon, prouver qu'elles n'ont aucune intention hostile. D'ailleurs, entre d'une part le retrait de leurs troupes, et d'autre part la reconnaissance de la République de Pankov, il y a une énorme différence. Aux yeux de l'Ouest, la République de Pankov est un fait accompli, mais n'en est pas moins un fait artificiel. Elle n'apparaît pas être la manifestation de la volonté populaire. On peut la considérer comme étant un fait accompli, mais pas comme un problème définitivement résolu ».

Nikita Khrouchtchev répondit :

« Tant que vous ne voulez pas reconnaître la RDA de jure et de facto, la situation ne se modifiera pas. Cette République existe déjà depuis plusieurs années ; comme vous ne voulez pas la reconnaître, malheureusement, il n'existe pas de possibilité d'améliorer la situation en Europe ».

Alors, Charles de Gaulle fit une déclaration sur la possibilité d'une autre approche de la situation en Europe :

« Je suppose qu'il convient de laisser de côté la question allemande. Nous devons parvenir à la détente entre l'Est et l'Ouest, améliorer le caractère de nos relations mutuelles, établir une nouvelle atmosphère dans le monde et particulièrement en Europe. Et alors, nous pourrions de nouveau nous attacher à ce problème, même, si vous le voulez, avec la participation des Allemands. Ayant amélioré la situation générale, on peut s'attaquer aux obstacles et parvenir à un accord. Si l'on s'attaque immédiatement à la question allemande, ce sera très difficile et vraisemblablement impossible. Nous pouvons imaginer une confédération de deux États allemands, avec l'existence de systèmes de gouvernement différents. L'histoire connaît de tels cas. On peut admettre qu'un beau jour, Berlin se transforme en ville libre, comme une partie d'un certain État. Mais pas aujourd'hui ».

Cette proposition intéressa Khrouchtchev ; il attira l'attention de son interlocuteur sur sa deuxième possibilité, une solution intermédiaire :

« N'est-elle pas proche de la vôtre ? Il me semble que la conclusion d'un accord provisoire pour deux ans, et après le retour de la question d'un traité de paix, permettra d'améliorer le climat international ».

Charles de Gaulle vit dans cette proposition un recul indiscutable de Nikita Khrouchtchev :

« Qu'y aura-t-il dans cet accord provisoire ? De profonds changements, ou bien concernera-t-il le statut de Berlin avec des petits changements ? ».

Nikita Khrouchtchev répondit que s'il y avait un accord provisoire sur Berlin-Ouest, des changements fondamentaux dans le statut pourraient être réalisés avant un délai de deux ans. Le Général souligna que jamais la France ne tenterait de modifier les frontières occidentales de l'Allemagne ; si cela devenait inévitable, elle ne permettrait pas à l'Allemagne de s'emparer de territoires, par exemple en Autriche ou en Tchécoslovaquie ; mais il était douteux que l'Allemagne envisageât de telles actions.

« Je vous ai écouté avec une grande attention, déclara Khrouchtchev, et une déclaration aussi importante me donne une grande satisfaction. Pour l'essentiel, nos positions sont beaucoup plus proches qu'elles ne sont exprimées. De mon côté, je vous assure que l'Union soviétique n'entreprendra rien aux dépens de la France. Nous voulons une véritable amitié ».

La satisfaction était réciproque.

Charles de Gaulle souleva une question, beaucoup plus importante, sur l'équilibre en Europe :

« Vous préconisez une énorme organisation économique et militaire, dans laquelle entrerait l'Union soviétique et les nations qui lui sont proches. L'Europe occidentale ne dispose pas d'une telle force. Si les nations qui la composent s'entendent plus tard, elles formeront une organisation suffisamment forte qui pourra engager des conversations avec les pays de l'Est, sans les États-Unis. C'est exactement pour cela que l'Allemagne de l'Ouest doit rester dans la structure de l'Europe occidentale. Je m'arrête spécialement encore une fois sur ce point, car il éclaire beaucoup mes propos ».

Khrouchtchev s'enquit de savoir si cela signifiait que la réunion des pays et des forces de l'Europe occidentale visait à l'édification de la paix avec l'Union soviétique. Pour de Gaulle, l'objectif était d'obtenir, un jour, une Europe unie, dans laquelle pourraient entrer l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Mais, pour cela, il fallait que l'Europe occidentale soit forte et organisée, ce qui suppose un accord avec l'Allemagne de l'Ouest. Si

les nations de l'Europe occidentale restent séparées, elles éprouveront un réel sentiment de peur devant une Europe de l'Est énorme et organisée ; cela les poussera vers les Américains. Khrouchtchev se déclara d'accord sur l'établissement de contacts entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est :

« Je comprends cela comme une collaboration économique et culturelle entre l'Europe orientale organisée et les organisations des nations de l'Europe de l'Ouest. Dans cette dernière pourra entrer l'Allemagne de l'Ouest. La coopération économique et culturelle est la meilleure base pour l'amélioration de toute l'atmosphère internationale ».

Il reconnut aussi que les États-Unis ne pourront pas exercer de pression sur les nations de l'Europe occidentale :

« Sur nos amis, les États-Unis ne peuvent déjà plus exercer aucune pression ».

La compréhension mutuelle entre les interlocuteurs est claire. Très peu de temps après cette conversation, Charles de Gaulle lança son mot d'ordre devenu légendaire : la création d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural ».